

LA VOIX *des Communistes*

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

Crises, Guerres, Famines, Pauvreté, catastrophes écologiques

LE CAPITALISME CONDUIT LE MONDE AU DÉSASTRE



Une seule alternative pour tous les exploités et opprimés :

LE SOCIALISME !

L'INTERET DU PROLETARIAT N'EST PAS DE SAUVER
LE SYSTEME CAPITALISTE MAIS DE L'ABATTRE

SOMMAIRE

EDITORIAL : BOURGEOIS ET PROLETAIRES FACE A LA CRISE	p 2
LE POUVOIR POLITIQUE BOURGEOIS FACE A LA CRISE GENERALE DU SYSTEME IMPERIALISTE	P 5
ELECTIONS 2012 : JEAN LUC MELANCHON semeur d'illusions	P 8
JOURNEE NATIONALE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE DU 11 OCT	p 8
SEUL LE PROLETARIAT EST CAPABLE D'ABATTRE LE CAPITALISME	P 10
PREMIERES EXPERIENCES DE LUTTE D'UN JEUNE PROLETAIRE	P 14
CRISE DE LA DETTE	P 16
DU MOT d'ORDRE : SORTIR DE L'UNION EUROPEENNE	P 18
L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI	P 20
LA LIBRAIRIE DU ROCML	P 20
LE PRINTEMPS ARABE ET L'IMPERIALISME	P 23
QUI SOMMES NOUS ?	P 24

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Adresse postale :
AKM
BP 59 64340 BOUCAU

Site du ROCML
<http://www.ROCML.Org.fr>

ATTENTION : le 0 DE ORG EST LE CHIFFRE 0

EDITORIAL

BOURGEOIS ET

Absence de reprise économique après la crise financière de 2007-2008, malgré le plan de sauvetage financier de l'Etat destiné à remuscler les banques et le système de crédit.

Alourdissement de la dette publique, c'est-à-dire de l'Etat, portée à près de 1800 milliards d'Euros !

Crise boursière. Le CAC 40 est à 3200 le 8 août 2011 alors qu'il était à plus de 6000 en 2006 !

Interventions militaires de recolonisation en Côte d'Ivoire puis en Libye.

Discours colonialistes de tous les ténors politique de droite et de gauche, de Mélenchon à Sarkozy en passant par Fabius et Martine Aubry.

Etalage de chauvinisme national lors du défilé du 14 juillet avec l'exhibition des troupes opérant à l'étranger et stationnées dans les DOM-TOM.

Attaques multiples contre les services et les prestations de protection sociale (fermetures d'hôpitaux, allongement de l'âge de départ à la retraite, suppressions de postes dans l'Education Nationale, hausse des prix des transports publics...)

Blocage des salaires.

Tous ces faits montrent que la bourgeoisie française est confrontée à de grandes difficultés et que ses acteurs économiques, politiques et médiatiques, s'activent avec fébrilité sur tous les fronts. L'impérialisme français est confronté en effet comme tous les autres impérialismes à une crise générale qui ronge et secoue l'ensemble du système capitaliste impérialiste à l'échelle mondiale.

La guerre est une des réponses face à cette crise et l'Etat français est aux premières lignes sur ce front pour ses intérêts propres.

Uni pour dominer et piller les peuples, le système capitaliste impérialiste international est en réalité profondément divisé et chaque Etat met ses moyens politiques et militaires au profit de ses monopoles nationaux. L'existence d'alliances entre pays impérialistes ne parvient plus à masquer leurs divergences entre eux. On assiste ainsi aujourd'hui à un aiguisement des rivalités entre toutes les puissances économiques pour un nouveau partage du monde afin de s'approprier les marchés, les matières

PROLETAIRES FACE A LA CRISE

premières et énergétiques et les forces de travail au coût le plus bas possible dans un contexte où l'apparition et l'action de nouvelles puissances industrielles expansionnistes accentue l'âpreté de la concurrence dans un marché marqué par la surproduction de marchandises que des milliards d'êtres humains n'ont pas les moyens d'acheter.

Ainsi s'expliquent les politiques de guerre des pays impérialistes en difficulté face aux empiètements d'impérialismes nouveaux ou face aux velléités d'indépendance des pouvoirs politiques locaux.

Les agressions armées de la France contre la Côte d'Ivoire et la Libye illustrent la nécessité pour l'impérialisme français de défendre ses zones de domination et de pillage.

Ainsi s'expliquent également les divergences entre les impérialismes français, allemands, anglais, italiens dans le traitement de la dette des Etats en Europe ou dans leurs positionnements dans la conduite des politiques militaires dans les agressions extérieures comme en Libye.

Après l'Afghanistan, l'Irak et la Yougoslavie, les nouvelles guerres de domination coloniales sont donc à l'ordre du jour et la perspective d'affrontements directs entre impérialismes n'est pas à exclure.

L'exploitation accrue du prolétariat dans la métropole impérialiste est l'autre réponse de la bourgeoisie et de son pouvoir politique.

Cette exploitation accrue prend toutes les formes possibles : la réduction des salaires réels directs par le blocage des salaires alors que les prix augmentent, la réduction des salaires différés sous la forme de la « protection sociale » (remboursements des dépenses médicales, liquidation de l'hôpital public, recul de l'âge légal du départ en retraite, allongement du temps de cotisation, baisse consécutive des pensions, régression des services sociaux publics) , l'aggravation des conditions de travail et d'emploi... Tout ce qui permet l'achat et la consommation de la force de travail dans les conditions optimales pour le capital est mis en œuvre par le pouvoir politique au service de la bourgeoisie.

Guerre de pillage contre les peuples à l'extérieur, guerre sociale contre le prolétariat à l'intérieur, voilà ce qui résume la politique des monopoles et de leur pouvoir politique d'Etat dans le contexte de la crise du système capitaliste impérialiste.

Les conséquences ici, en France, chaque travailleur les constate : chômage d'une partie croissante du prolétariat, aide sociale réduite pour les chômeurs, pouvoir d'achat réduit, aggravation et extension du travail précaire... La jeunesse d'origine ouvrière, elle, voit ses conditions d'études détériorées, son insertion dans le monde du travail et dans la vie sociale de plus en plus aléatoires et de plus en plus soumises à la surexploitation sous forme de l'apprentissage.

Le mécontentement et la révolte ne tarderont pas à éclater. Elle a déjà éclaté dans les pays dominés et dans les pays impérialistes les plus fragiles face à la crise comme en Grèce et en Espagne. Les conditions objectives sont rassemblées pour qu'elle éclate dans notre pays.

Conscients de la colère des travailleurs, les syndicats ont programmé des journées d'action pour le mois d'octobre.

Ces journées d'actions maintenues dans le cadre des habituelles mobilisations syndicales pacifiques risquent de ne pas satisfaire les travailleurs et d'être débordées par les ouvriers et les syndicalistes de la base.

Pour calmer le mouvement on verra alors les partis de droite comme de gauche rivaliser de promesses et d'appels à l'unité nationale et à l'effort pour surmonter les difficultés qu'ils mettront sur le dos de la crise sans s'attaquer au capital qui en est la cause. Les élections de 2012 serviront justement à cela.

Au cours du grand jeu de dupes des élections de 2012, les communistes se tiendront auprès des travailleurs en lutte et des militants ouvriers les plus combatifs et les plus conscients que c'est dans le combat classe contre classe qu'il est possible de créer un rapport favorable pour gagner sur leurs revendications, et non dans les urnes.

Cela ne signifie pas que les communistes marxistes léninistes se détournent du combat politique, bien au contraire ! Cela signifie qu'ils ne soutiendront aucune politique qui laisserait croire que l'alternance droite gauche, autrement dit une victoire du PS en 2012, pourrait déboucher sur des réponses satisfaisantes aux attentes des prolétaires. Notre politique, en l'absence d'un parti représentant les intérêts de classe du prolétariat, sera donc de combattre la droite et l'extrême droite, et de démasquer les fausses promesses de la gauche social-libérale PS et de la « gauche de la gauche » réformiste.

Bien entendu, le ROCML est conscient que cette politique de principe qui consiste à dire la vérité aux travailleurs ne parviendra pas non plus à elle seule à faire échec à la politique de crise des monopoles.

Pour vaincre, il faut en effet avancer dans la réalisation d'une condition fondamentale : que la classe ouvrière se batte classe contre classe sur ses propres objectifs de classe, en construisant le rapport de forces nécessaire pour faire échec au MEDEF et au pouvoir politique de droite ou de gauche qui sert ses intérêts. Les militants du ROC, comme ils l'ont fait dans le cours du mouvement contre la réforme des retraites seront donc dans les luttes, aux premiers rangs, à l'initiative, pour forger les formes d'organisation capables de renforcer le camp des ouvriers et renverser les obstacles et les pièges, pour éclairer la dimension de classe politique de la lutte, pour tracer les perspectives du renversement du capitalisme, pour construire avec les ouvriers déterminés et conscients l'organisation communiste. Le parti communiste révolutionnaire lié au prolétariat est en effet la condition incontournable pour que les luttes revendicatives deviennent des luttes de classe par lesquelles la classe s'érige en classe pour soi et dirige ses coups contre la bourgeoisie et son Etat, de manière consciente, dans le but de les déstabiliser avant de les renverser. Sans boussole politique communiste, les luttes ne peuvent pas viser et atteindre leurs objectifs de classe. Elles ne peuvent qu'être dévoyées.

L'impérialisme mondial est dans une situation critique. Il en est d'autant plus agressif et dangereux. Les peuples et les prolétaires de tous les pays en subissent déjà les coups par les guerres et la misère.

Mais il est aussi plus fragile. Les soulèvements populaires en Tunisie et en Egypte ont ouvert la voie et montré comment un peuple déterminé peut

avancer dans la réalisation de ses objectifs. En Europe, en Asie et en Amérique latine, les travailleurs et les peuples se mobilisent et de grandes luttes de classes à l'échelle internationale sont à l'ordre du jour, rendant nécessaire et possible la solidarité et la coordination internationale des travailleurs.

Les tâches des communistes sont claires : aguerrir leurs forces en les mettant au service de ces luttes et construire l'organisation révolutionnaire pour mener la lutte du prolétariat vers la prise du pouvoir politique. Des victoires sont possibles, à condition d'avancer avec détermination et d'écarter les visées et les manœuvres politiques réformistes et révisionnistes qui affaiblissent et dévoient le mouvement ouvrier et populaire.

L'intérêt du prolétariat n'est pas de sauver le capitalisme en crise mais de le renverser !

Le socialisme n'est pas seulement possible, il est l'alternative nécessaire du salut de tous les exploités !

Hors du pouvoir les ennemis du peuple !

C'est la classe ouvrière qui doit diriger la société !

**disponible en
téléchargement sur
notre site la brochure**



LE POUVOIR POLITIQUE BOURGEOIS FACE A LA CRISE GENERALE DU SYSTEME IMPERIALISTE

Quelles sont les difficultés auxquelles sont confrontés les investisseurs de capitaux nationaux ? Quelles réponses le pouvoir politique doit-il apporter dans le cadre du système, pour satisfaire les intérêts du capital ? Quelles méthodes politiques mettront-ils en action pour éviter un soulèvement populaire ? : Telles sont les questions générales auxquelles nous devons répondre pour comprendre les jeux politiques qui vont animer les campagnes électorales de 2012 et pour définir la politique des communistes capable d'éclairer les éléments avancés du mouvement ouvrier et populaire, (c'est-à-dire les plus combatifs sur le terrain de la lutte de classes et qui contestent à divers degrés les stratégies réformistes des partis de gauche et des directions syndicales) afin de les convaincre de la nécessité de renverser le système par la révolution.

QUELS SONT LES PROBLEMES ECONOMIQUES AUXQUELS SONT CONFRONTES LES CAPITALISTES FRANCAIS ?

Ils découlent de l'extension et de l'approfondissement de la crise générale du système impérialiste mondial, une crise qui affecte l'ensemble des mécanismes qui actionnent ce système, en aval et en amont. Quel que soit le facteur économique le plus ouvertement touché (le mécanisme financier, par exemple, en 2008), la crise est fondamentalement une crise de surproduction provoquée par les rapports contradictoires de ces mécanismes qui aboutissent à une contradiction insoluble entre d'un côté des forces productives gigantesques, et de l'autre un marché incapable d'acheter les marchandises produites et donc de réaliser le profit escompté par les investisseurs de capitaux.

Explication :Les capitaux sont fondamentalement à la recherche de la plus grande rentabilité en taux et en volume afin de réaliser le plus grand profit possible.

Ces deux objectifs (taux de profit le plus élevé possible et volume de profit le plus grand possible) pourraient être atteints si le marché solvable était en extension égale ou plus rapide que les capacités de production et si la

concurrence entre capitalistes ne les obligeait pas à baisser les coûts de production et donc à investir toujours plus dans les moyens de production et les technologies les plus performantes.

Or, ce n'est pas le cas.

Pour réduire les coûts de production afin de faire face à la concurrence, les capitaux investis dans les moyens de production et d'échange sont en effet de plus en plus massifs et en rotation plus fréquente, ce qui induit une tendance croissante à la baisse des taux de profit du capital.

En même temps et dans le même but, les pressions exercées sur le coût de la force de travail (salaires, volume de la main d'œuvre) provoquent parallèlement un appauvrissement du marché solvable et rétrécissent donc ainsi ses capacités d'achat des marchandises.

Plus de capacités de production, moins de capacités d'achat : ces deux conditions réunies créent la crise de surproduction et ses conséquences : ralentissement de l'activité économique, désinvestissement de capitaux des secteurs les moins rentables et leur migration vers d'autres activités, vers d'autres lieux, dans la spéculation, toujours à la chasse des meilleurs taux de profit possibles.

Un facteur aggravant de la crise de surproduction est l'apparition de nouveaux pays producteurs et leur supériorité dans les rapports de concurrence sur le marché mondial. Ce sont les pays dits « émergents » (d'anciens grands pays dits « en voie de développement », relativement industrialisés comme l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ou d'anciens pays socialistes dégénérés retournés au capitalisme comme la Chine et la Russie) qui, dans une première phase ont livré leur prolétariat à l'exploitation des capitaux étrangers avides de surprofits et qui sont devenus maintenant des impérialismes en expansion dont la bourgeoisie monopoliste rivalise avec les autres impérialismes plus anciens dans le partage du monde, dans la chasse aux marchés et le pillage des richesses naturelles).

La somme des forces productives dans le monde s'accroît donc d'avantage que les capacités d'absorption du marché mondial et rend quasi permanent l'état de surproduction et de crise structurelle.

LES POLITIQUES ECONOMIQUES DU POUVOIR ET DES PARTIS BOURGEOIS DE DROITE ET DE GAUCHE FACE A LA CRISE.

Servir les intérêts de la classe dominante et de son système est le rôle de tout Etat. Le rôle de l'Etat

bourgeois monopoliste français est de servir les intérêts des monopoles, de la bourgeoisie capitaliste française et des couches de la moyenne et de la petite bourgeoisie aux intérêts liés à ceux des monopoles.

Sa mission, l'Etat la mène grâce à un appareil politique qui agit sur différents plans, économique, politique, juridique, social, idéologique et culturel.

Sur le plan économique, d'une manière générale, le pouvoir politique agit pour assurer aux monopoles un approvisionnement avantageux en matières premières et en énergie de même que les marchés les plus larges à l'extérieur (c'est le rôle de la politique extérieure de nature impérialiste, diplomatique ou militaire).

Il organise les moyens de la circulation des marchandises (infrastructures portuaires, chemins de fer, aviation, routes).

Il applique les politiques financières destinées à favoriser voire à alimenter directement les investissements et la rentabilité du capital.

Nous avons vu, lors du dernier pic de crise de 2008, que l'Etat, par l'intermédiaire de son pouvoir politique de droite, est intervenu massivement dans le renflouement des banques pour fournir du capital aux entreprises et maintenir la production en préservant les taux de profit. Ceci en contradiction complète avec les dogmes du libéralisme économique professés dans d'autres circonstances par les mêmes responsables du pouvoir politique.

Il oriente les politiques de formation de la main d'œuvre (politique éducative, formation) de même que la gestion du marché de l'emploi et l'entretien de la force de travail (politique sociale de la santé)

Il s'efforce, à travers des contradictions multiples et insolubles de maintenir tant bien que mal le meilleur équilibre possible entre les besoins du capital d'accumuler toujours plus au détriment du travail et les seuils de paupérisation des masses à partir desquels la demande de marchandises n'est plus solvable et la paix sociale devient impossible.

Les partis de droite et les partis de gauche et les politiques économiques

Les politiques économiques et sociales des partis de gouvernement, en tant que gérants du système ne sont que des variantes dans la mise en œuvre d'un même objectif : assurer l'équilibre optimal entre d'une part la rentabilité de l'offre, la création des marchandises et leur vente, et de l'autre des capacités de la demande, leur achat et leur consommation. Au nom des intérêts de l'économie dont la bonne marche profiterait à toutes les classes.

D'une manière générale, les partis de droite privilégient le premier aspect, arguant que la bonne santé du capital est prioritaire et que la demande, le pouvoir d'achat sur le marché, est conditionnée par la bonne marche des affaires. Ils appliquent ouvertement des politiques de paupérisation du prolétariat pour accroître les capacités d'accumulation du capital. Ces partis expriment les intérêts spontanés, immédiats de la classe bourgeoise, des patrons des entreprises monopolistes d'abord, aux patrons des petites entreprises quand c'est possible. L'éventail des partis de droite et d'extrême droite correspond ainsi ouvertement aux intérêts des différentes couches de la classe bourgeoise.

Les partis de gauche, eux aussi, considèrent que la bonne marche de l'économie capitaliste est la condition de la prospérité sociale. Même les propositions économiques du parti communiste (révisionniste) et de la direction de la CGT ne remettent plus en cause ce dogme.

La différence avec la droite est qu'en général les partis de gauche considèrent que l'activité économique et les affaires sont favorisées par l'existence d'une demande plus forte sur le marché et donc d'un meilleur pouvoir d'achat de la moyenne et petite bourgeoisie et des masses populaires

D'une manière générale, les partis de la gauche gouvernementale visent à harmoniser les intérêts des classes antagonistes de la classe bourgeoise et du prolétariat, ce qui, contrairement à la période d'essor de l'économie française qui a suivi la Deuxième Guerre Mondiale n'est plus possible dans le contexte de la crise mondiale actuelle. Ce qui fait résonner creux le discours social des partis de la gauche.

La bourgeoisie sait qu'elle n'a pas à craindre les partis de gauche. Elle sait qu'ils n'ont pas pour objectif de détruire son système. Toute l'expérience de l'Histoire en témoigne. C'est pourquoi elle soutient le système d'alternance gouvernementale droite-gauche. En cas de contestation populaire de masse, l'accès de la gauche au gouvernement est le recours politique permettant pour un temps un retour à la paix sociale.

Les partis de gauche ont en effet cet avantage pour la bourgeoisie qu'ils illusionnent par leurs discours une partie des travailleurs.

En outre, les besoins de l'économie capitaliste nécessitent des politiques qui alternent les mesures de dopage du capital et celles de dopage de la demande.

Les partis de droite et ceux de gauche, en conformité avec leur discours politique économique se complètent donc harmonieusement grâce aux vertus du mécanisme démocratique bourgeois de l'alternance. D'ailleurs, en contradiction avec leurs dogmes, la droite peut emprunter à la gauche un discours social et la gauche, quand elle gouverne, peut appliquer les méthodes de la

droite. Les politiques des gouvernements socialistes en Grèce et en Espagne, face à la crise actuelle, illustrent clairement cette vérité.

Ils collaborent ainsi objectivement à la gestion des intérêts de la bourgeoisie en répondant aux nécessités découlant des conjonctures traversées.

L'exemple récent de la question des retraites a clairement montré que derrière leurs postures en apparence opposées, les partis de droite comme ceux de gauche étaient tous d'accord pour allonger le temps de cotisation pour une pension à taux plein : soit en maintenant le droit à la retraite à 60 ans mais en allongeant le temps de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein, comme le préconisait la gauche, soit, comme l'a fait la droite, en retardant l'âge légal du départ en retraite pour allonger autoritairement le temps de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein

Prolongement du temps nécessaire de cotisation ou baisse des pensions tel était l'accord de fond entre la droite et la gauche. Dans chaque cas, les salariés sont perdants et le capital gagnant : soit par l'allongement du temps d'exploitation du salarié, soit par la diminution de la part du salaire différé que représentent les pensions. A quoi il faut ajouter l'encouragement à transformer en assurance privée, c'est-à-dire en capital bancaire, une partie du salaire pour pallier les aléas futurs qui menacent les pensions sociales.

Cette identité de but entre la droite et la gauche se vérifie de même dans les politiques extérieures de l'Etat impérialiste français. Confrontée à la concurrence interne au système impérialiste ancien et à l'apparition de nouveaux pays producteurs et exportateurs de marchandises, la bourgeoisie de chaque pays capitaliste industrialisé a besoin de matières premières et d'énergie à bas prix et de marchés pour vendre les marchandises produites. Ce besoin entraîne la mise en action de politiques extérieures impérialistes néocoloniales ou directement coloniales, d'entente avec des bourgeoisies compradores ou de domination militaire directe.

Dans cet aspect particulier des politiques économiques axées vers l'extérieur, la droite et la gauche sont indifféremment au service de l'impérialisme français. Elles pratiquent toutes deux les politiques de pression néocoloniale ou de la canonnière en fonction des situations concrètes.

A part quelques différences dans les formes, les récents événements qui ont éclaté en Afrique et au Proche Orient ont révélé une identité politique profonde entre la droite au gouvernement et l'opposition de gauche : servir les intérêts des monopoles français au nom de la défense de la démocratie dans les conditions de la crise mondiale et du repartage du monde entre puissances impérialistes rivales.

Pour conclure, la gauche et la droite sont l'une comme l'autre les agents politiques de l'impérialisme français, les gérants des intérêts du capital.

Les élections de 2012 et la politique des communistes marxistes léninistes

Constituer un gouvernement bourgeois de droite ou de gauche légitimé par une majorité électorale, tel est le motif de ces élections présidentielles et législatives de 2012.

Le but de l'un comme de l'autre est double : 1, résoudre les problèmes économiques auxquels font face les monopoles dans l'espace national et dans l'espace international, 2, maintenir l'ordre social menacé par les luttes de classes prévisibles. Chacun avec sa méthode et son discours, mais de toute façon en accord sur l'objectif.

Quelle politique communiste mettre en œuvre dans le contexte des élections de 2012 ?

Combattre les illusions de la démocratie bourgeoise en démontant les apparences conflictuelles entre la (les) droite(s) et la (les) gauche(s), en révélant l'essence unique des objectifs et des discours des différents protagonistes de ces élections, expliquant de manière argumentée que gauche ou droite, rien ne changera

Combattre l'électoratisme en lui opposant la lutte directe économique et politique contre la bourgeoisie, en développant dans notre propagande la nécessité de la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat.

QUEL QUE SOIT LE GOUVERNEMENT QUI SORTIRA DES URNES EN 2012, LA BOURGEOISIE RESTERA AU POUVOIR ET LA POLITIQUE DE REGRESSION SOCIALE CONTINUERA.

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ESPERER DES ELECTIONS !

HORS DU POUVOIR LES ENNEMIS DU PEUPLE !

SEULES LES LUTTES DIRECTES DE LA CLASSE OUVRIERE ET DE L'ENSEMBLE DES COUCHES POPULAIRES PEUVENT FAIRE RECULER LES ATTAQUES DE LA BOURGEOISIE.

SEULE LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LE PROLETARIAT PEUT IMPOSER UNE POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE FONDEE SUR SES PROPRES INTERÊTS.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES !

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI DOIT DIRIGER LA SOCIETE !

ELECTIONS 2012

JEAN LUC MELENCHON

Semeur d'illusions sur le capitalisme et rabatteur de voix pour le PS

La stabilité politique du système de démocratie bourgeoise dans les pays impérialistes occidentaux comme la France est basé sur l'alternance au pouvoir de deux grands partis historiquement opposés par leur « sensibilité » de droite et de gauche. Ces partis s'opposent sur les solutions politiques à mettre en œuvre face aux difficultés qui mettent en danger l'accroissement du capital et sa domination sur la société. Aucun des deux, bien sûr, ne remettant en cause le système d'économie capitaliste comme cause fondamentale des problèmes récurrents qui affectent la société (pauvreté, chômage, guerres, famines...).

Aujourd'hui la crise est si profonde que les solutions réformistes consistant à lâcher du lest sur les revendications des travailleurs ne sont plus possibles pour une bourgeoisie qui voit une partie de son capital se dévaloriser ou disparaître dans les diverses crises financières. La seule alternative qui s'offre à la bourgeoisie c'est d'exploiter encore plus les travailleurs, de réduire ou supprimer les dépenses qui sont pour elle improductives (services publics, santé, éducation, chômage). C'est ce que la droite au pouvoir est en train de réaliser. Dans ce contexte la gauche a de grandes difficultés à trouver des solutions « originales » pour se démarquer. La crise a aussi comme conséquence de conduire un certain nombre de militants et électeurs qui votent à gauche à radicaliser leur opinion, à perdre confiance dans les partis de gauche et à remettre en cause le système capitaliste lui-même **et c'est là le plus grand danger pour la gauche en général et la bourgeoisie en particulier qui doit éviter d'ajouter à la crise financière une crise de son système politique.**

Première alerte : la montée dans les sondages de la candidate populiste du Front National, marine Le Pen, qui la propulse comme

candidate possible au second tour des élections présidentielles. Elle n'a pas hésité à radicaliser son langage et sa propagande et, piétinant les plates-bandes de la gauche, à critiquer le sans gêne des riches, à prendre parti pour les pauvres, à critiquer le capitalisme.

A la « gauche de la gauche » (c'est-à-dire du PS), la voix du Parti Communiste discrédité, en chute libre, a du mal à se faire entendre. L'opération Nouveau Parti Anticapitaliste n'a pas réussi non plus à rassembler sous sa bannière tous les mécontents de la politique politicienne et qui désignent de plus en plus le système capitaliste lui-même comme la source de tous leurs problèmes. **Il fallait donc un homme providentiel pour jouer le rôle de rassembleur de tous ces mécontents du système et les conduire au second tour des présidentielles de 2012 à voter pour le candidat socialiste.**

Cet homme c'est Jean Luc Mélenchon candidat du Front de Gauche. Les anciens du PC y retrouvent un peu de Georges Marchais. Avec son langage direct, près du peuple, le verbe haut, maniant avec talent la phraséologie radicale (la révolution citoyenne !) voire d'extrême gauche, anti capitaliste, fustigeant les marchés financiers, Jean Luc Mélenchon a de quoi séduire aussi les plus jeunes, et redonner espoir au « peuple de gauche ». Son rôle est double :

-Diffuser des propositions réformistes « utopistes » propre à séduire certaines couches et classes de la société, qui sont irréalisables en régime capitaliste ou qui ne remettent pas en cause le système d'exploitation mais au contraire tendent à le revitaliser. Nous aurons l'occasion dans un prochain numéro de la VDC de revenir sur ses propositions qu'il présente dans son livre « *qu'ils s'en aillent tous* » ou qu'il expose dans le programme de son parti.

-Et dans la période électorale qui s'annonce ramener dans le giron de la « gauche unie » les voix de ces couches contestataires.¹

Les dernières universités d'été du PCF et du Front de Gauche viennent conforter cette analyse.

On a pu entendre de grandes déclarations d'intention : « *Nous voulons combattre le chantage des marchés, en finir avec la croissance financière*

capitaliste », en donnant la priorité à « la relance sociale » emploi, pouvoir d'achat, services publics, éducation, recherche, protection sociale, etc... Ce qui exige de refuser toute règle d'or » budgétaire »²

« Et d'inviter la gauche, toute la gauche à se lancer dans la bataille, non « pour gérer la crise financière mais pour en sortir »³. Et si nous restons sur notre faim sans savoir comment cela pourra être réalisé, on notera par contre l'appel du pied au PS de la part du PC comme de Mélenchon comme le rapporte l'humanité. Sans attendre le second tour des élections présidentielles, en « filigrane », Mélenchon a lancé une invitation au PS, car « il n'y a pas de victoire possible – électorale NDR – sans un rassemblement de la gauche »⁴.

Le rêve d'un nouveau programme commun de la gauche occupe toutes les nuits le sommeil de notre homme.

En fin de compte après la victoire socialiste aux élections, le sieur Mélenchon recevra un poste dans le nouveau gouvernement en récompense de ses bons et loyaux services.

L'alternance politique sera encore une fois réalisée. La crise politique de la démocratie bourgeoise évitée. La bourgeoisie pourra dire merci à Monsieur Mélenchon et merci à tous ceux qui participent à cette diversion.



1 Dans les rangs de ceux qui se réclament du communisme, une organisation comme le PCOF a déjà fait allégeance.

2 Pierre Laurent – PCF – université d'été du PCF-reporté par l'humanité du 29 août 2011

3 idem

4 Idem Jean Luc Mélenchon – université d'été du Font de Gauche - humanité du 29 août 2011

11 OCTOBRE : JOURNÉE NATIONALE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE

Le gouvernement prenant le prétexte du déficit et de la crise de la dette¹ qui met en péril la crédibilité des capitalistes de France sur les marchés financiers entend poursuivre et accentuer son action entamée depuis plusieurs années de dévalorisation du travail (du prix de la force de travail) et de valorisation du capital : Moins le travailleur reçoit pour son travail et son entretien (salaires, sécurité sociale, transports, retraites, allocations de chômage) c'est autant que directement ou indirectement le capital dans son ensemble récupère en profits.

Devant ces attaques répétées, les travailleurs ne peuvent que mener la lutte la plus résolue pour leurs intérêts qui sont, on le voit à chaque mesure gouvernementale à l'opposé de ceux du capital. Les communistes du ROCML comme dans les luttes précédentes y participeront et apporteront leur soutien le plus résolu aux luttes qui ne manqueront pas d'éclater.

Précisément une journée d'action est prévue en octobre par les centrales syndicales. On peut se poser la question du but et de l'efficacité de cette journée. Le but d'abord : Aucune revendication claire sur les salaires, les retraites, les frais de santé, de transport, d'éducation ne sont présentées. En même temps, les centrales syndicales ne remettent pas en cause la nécessité d'un plan anti-déficit et réclament au gouvernement « des mesures urgentes » basées sur **l'acceptation de l'idée que l'intérêt des travailleurs comme du capital est de réduire le déficit de la France.**

Parmi les mesures préconisées par exemple « conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans l'entreprise » ou « mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières ». Ces revendications d'ailleurs ressemblent « étrangement » à celles des forces politiques de gauche auxquelles ces centrales sont directement ou indirectement liées. Les élections présidentielles ne sont pas loin.

L'efficacité ensuite : Va-t-on rejouer le même scénario que lors des précédentes manifestations de l'hiver 2009 et de l'automne 2010 contre la réforme des retraites ?

Tout travailleur un tant soit peu conscient doit se poser toutes ces questions.

Alors il reste aux prolétaires de prendre leurs propres affaires en main, se battre pour leurs intérêts véritables irréconciliables avec ceux de la classe bourgeoise, pour faire plier le pouvoir bourgeois et les capitalistes qu'il représente. Que dans chaque entreprise, syndicat ils définissent leurs revendications et s'organisent pour les défendre. L'intérêt du prolétariat n'est pas de sauver le capitalisme en crise mais de le renverser !

Aujourd'hui comme hier seul le prolétariat est capable d'abattre le capitalisme et de construire le socialisme

Aujourd'hui plusieurs groupes et quelques partis politiques se réclament du socialisme ou du communisme au nom de la classe ouvrière. A l'évidence malgré toutes les tentatives de la bourgeoisie pour briser la résistance du prolétariat, la société capitaliste n'est pas en mesure aujourd'hui comme hier de résoudre le conflit qui oppose le capital et le travail. Tous les moyens que la bourgeoisie mobilise pour désarmer le prolétariat quelle que soit la forme plus ou moins violente qu'ils prennent: économique, politique, idéologique, ne peuvent éloigner le danger que ceux-ci font peser sur sa domination. « *Seule la dictature d'une classe, celle du prolétariat, peut trancher le problème de lutte contre la bourgeoisie pour la domination* » -Lénine, T.29, Page 200 -

En fait la classe bourgeoise ne cherche pas à abolir la lutte de classe. Son but est plutôt de gérer et contrôler la lutte, même si ses idéologues prédisent régulièrement la fin des classes et de la lutte des classes. « L'histoire de toute société, est l'histoire de la lutte de classe ». La société capitaliste est fondée sur deux classes fondamentales aux intérêts contradictoires qui déterminent son développement historique : **bourgeoisie et prolétariat**.

La bourgeoisie ne peut exister sans le prolétariat, et le prolétariat sans la bourgeoisie. La disparition de l'un c'est aussi la disparition de l'autre. Le prolétariat est la seule classe qui a intérêt à mettre fin à sa propre existence en mettant fin au salariat. Raison pour laquelle sous le socialisme (premier stade du communisme) on ne parlera plus de prolétariat mais de classe ouvrière. Écoutons Lénine :

« *Et qu'est-ce que la "suppression des classes" ? Tous ceux qui se disent socialistes reconnaissent ce but final du socialisme, mais tous, loin de là, ne réfléchissent pas à sa*

signification. On appelle classes, de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale. Il est clair que pour supprimer entièrement les classes, il faut non seulement renverser les exploités — propriétaires fonciers et capitalistes — non seulement abolir leur propriété; il faut encore abolir toute propriété privée des moyens de production; il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne que celle entre les travailleurs manuels et intellectuels. C'est une œuvre de longue haleine. Pour l'accomplir, il faut faire un grand pas en avant dans le développement des forces productives ; il faut vaincre la résistance (souvent passive, singulièrement tenace et singulièrement difficile à briser) des nombreux vestiges de la petite production; il faut vaincre la force énorme de l'habitude et de la routine, attachée à ces vestiges. » - Lénine, tome, 29, page 425 -

Ici il faut bien souligner que les classes ne sont pas formées par un regroupement volontaire d'individus. Les classes sont une réalité objective de la société capitaliste et ne dépendent pas de la volonté de ses membres. Et sans changer de société et passer à un mode de production supérieur, le communisme, elles ne peuvent être supprimées par la simple volonté des hommes.

« *Dans la production sociale de leur existence [c'est-à-dire dans la production des biens matériels nécessaires à la vie des hommes-N.d.R.], les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur*

volonté; ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles »
- Marx : Contribution à la critique de l'économie politique, préface –

Mais il ne suffit pas de reconnaître l'existence des classes bourgeoisie et prolétariat et le rôle qu'elles jouent dans le développement historique du capitalisme. L'affrontement entre ces deux classes a toujours été mené par le prolétariat organisé au niveau politique, syndical, associatif, culturel ...etc. Parmi toutes ces formes d'organisation collective, de classe, le parti politique a un rôle fondamental, essentiel pour mener la lutte.

Car la lutte politique conduite par le parti est la forme de lutte la plus élevée, celle par laquelle le prolétariat n'existe pas seulement pour le capital (au niveau économique) mais pour lui-même, élevant sa lutte à la remise en cause du système capitaliste.

« Le prolétariat, dit Marx, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe... il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit violemment l'ancien régime de production » -Marx et Engels : manifeste du parti communiste, page.31-

Comme l'affirment avec force Marx et Engels la classe ouvrière qui ne mène pas la lutte politique pour ses propres intérêts, ne peut exister dans la société comme une force politique indépendante des autres classes et en particulier de la bourgeoisie. Elle existe seulement comme une force économique essentielle au capital et à sa reproduction économiquement et politiquement soumise à la bourgeoisie.

Certains vont encore nous dire : vous communistes nous rabâchez toujours la même chose. Eh bien oui car malheureusement la classe ouvrière n'a pas accompli sa tâche historique, elle a même subi des revers dans le premier pays socialiste, elle n'a pas abattu le pouvoir de la bourgeoisie et le salariat par lequel s'exprime l'exploitation de l'homme par l'homme. Tant que l'hégémonie de la bourgeoisie perdure, la lutte du prolétariat ne peut prendre un autre chemin que celui que lui impose l'histoire :

« Ce qui importe, ce n'est pas ce que tel ou tel prolétaire, voire le prolétariat tout entier, se figure comme but aux différents moments. Ce qui importe, c'est ce qu'il est et ce qu'il doit

faire historiquement, conformément à sa nature : son but et son action historiques lui sont tracés de manière tangible et irrévocable [donc définitive et non révisable] dans sa situation d'existence comme dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise. Le prolétariat exécute le jugement que, par la production du prolétariat, la propriété privée bourgeoise prononce contre elle-même. »
Marx –Engels, La sainte famille, chap. IV-

Déjà le Prolétariat a montré la voie, pour mettre fin à la société capitaliste. La commune de Paris et la révolution d'octobre 1917 en Russie en sont des exemples qui ont marqué l'histoire de son combat. La seule alternative pour éliminer définitivement tous les maux dont souffre l'humanité - la crise économique, la surproduction, les famines, la dégradation de l'environnement, la guerre impérialiste, le fascisme, le racisme, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat. Se présenter comme anticapitaliste n'est pas suffisant pour l'être vraiment. Seuls les communistes le sont. Les intérêts et le but des communistes sont ceux du prolétariat. *« Ce qui distingue le communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. »* Manifeste du parti communiste- et donc l'abolition du capitalisme.

Ces forces, quelle que soit leur appellation – communiste- socialiste- anticapitaliste etc., leur profession de foi matinée de critique de tout ou d'un des aspects négatifs du capitalisme, qui ne se déclarent pas ouvertement pour l'abolition de la propriété bourgeoisie par la prise préalable du pouvoir par le prolétariat, ne sont pas communistes. Les communistes sont la fraction la plus résolue de la classe ouvrière *« Du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier »* - Marx – Manifeste du parti communiste - Sans la lutte de classe du prolétariat le communisme ne saurait exister.

Aujourd'hui pour certains qui se réclament du communisme, y compris parmi ceux qui reconnaissent la théorie marxiste-léniniste comme un guide pour leur action, il n'y aurait pas de mouvement ouvrier favorable à la création d'un parti communiste pour mener la lutte de classe correctement. Il suffit pourtant de se retourner sur les dernières décennies pour trouver des luttes extraordinaires pour infirmer ces propos. Par contre chacun a pu le constater, en l'absence de

l'organisation politique du prolétariat, ces luttes ont été dévoyées, conduites dans des impasses par la petite bourgeoisie qui domine aujourd'hui dans la direction des mouvements de contestation du système capitaliste.

Depuis les premières luttes ouvrières du siècle dernier, bien des choses ont changé dans les formes de la production, dans les formes du pouvoir de la bourgeoisie, dans les formes et les méthodes de la lutte. Mais ces changements ont porté plus sur la forme que sur le fond. La propriété privée bourgeoisie est toujours dominante, seul son mode de gestion s'est modifié dans certains domaines. Et ces changements ne conduisent pas à remettre en cause la nécessité d'une organisation politique d'avant-garde.

Dans les années 90, sous la pression d'une vague anti-communiste qui a accompagné la chute du mur de Berlin, certains anciens partis communistes ont remis en cause leurs normes de fonctionnement et d'organisation. Une campagne contre les normes léninistes d'organisation s'est développée. Et en parallèle, une pratique de direction des luttes sous forme de réseaux s'est répandue à partir de cette période. En 1991 le mouvement des sans-papiers a été coordonné sous la forme de « réseaux des sans-papiers ». Cet esprit s'est retrouvé dans la fondation d'ATTAC.

Cette pratique a continué dans les luttes des dernières années:

L'année 2002, les luttes contre les délocalisations et les licenciements ont été importantes. Mais avec quels résultats... ? Des mouvements d'une grande ampleur se sont déroulés : en 1995, 2003, 2008, 2010, des luttes des sans-papiers exemplaires par leur ténacité : 1991, 1997, 2008-2010, un mouvement de solidarité avec les peuples opprimés, notamment avec le peuple palestinien. Au cours de ces années, on a vu l'influence politique grandissante de l'organisation altermondialiste ATTAC puis son déclin. La leçon politique que l'on peut tirer de tous ces événements est que la bourgeoisie a bien profité de l'absence d'un vrai parti communiste et a réussi ainsi à désorienter la lutte des travailleurs.

La bourgeoisie avec son appareil d'état, sa domination économique, ses forces politiques (qu'elle finance de droite à gauche), est fidèle à sa politique et à ses méthodes de domination et conduit sa lutte de classe avec opiniâtreté. Par

contre le prolétariat a été désorganisé, ses organisations de lutte (Parti politique, confédérations syndicales.....) sont passées aux mains des agents de la bourgeoisie. Alors, à l'évidence, il ne lui reste qu'une alternative : reconstruire. **La tâche la plus urgente est d'organiser les prolétaires contre la bourgeoisie sous le drapeau du socialisme. Sans reconquérir son indépendance idéologique-politique, Le prolétariat ne pourra pas jouer tant sur le plan des luttes économiques que politiques son rôle historique, comme force principale de la société.**

La classe ouvrière a su créer diverses formes d'organisations. Mais la forme supérieure c'est le parti. Le développement et l'orientation révolutionnaire des autres organisations comme les syndicats sont conditionnées par son développement. Et le Parti ne saurait naître d'une transformation révolutionnaire des syndicats. Sans Parti, aucun syndicat ne pourra durablement se tenir sur une position de classe. La lutte anticapitaliste dirigée par la classe ouvrière, ne peut se mener sur la base d'une simple lutte économique. **Elle ne peut être engagée que par l'activité politique du Parti du prolétariat.** C'est ce que Lénine exprimait avec force :

« Erreur caractéristique, car elle est loin d'être propre au seul Martynov. En réalité, une "élévation de l'activité de la masse ouvrière" n'est possible que si nous ne nous bornons pas à l'"agitation politique sur le terrain économique". Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. Seules ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses.(souligné par nous-VDC) C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la social-démocratie(du communisme aujourd'hui - VDC) internationale tout entière, car la liberté politique ne supprime nullement les révélations mais en modifie seulement un peu la direction. C'est ainsi par exemple que le parti allemand, grâce à sa campagne infatigable de révélations politiques, fortifie particulièrement ses positions et étend son influence. La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir

contre tous abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir justement du point de vue social-démocrate, et non d'un autre. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. ...Pour devenir social-démocrate, l'ouvrier doit se représenter clairement la nature économique, la physionomie politique et sociale du gros propriétaire foncier et du pope, du dignitaire et du paysan, de l'étudiant et du vagabond, connaître leurs côtés forts et leurs côtés faibles, savoir démêler le sens des formules courantes et des sophismes de toute sorte, dont chaque classe et chaque couche sociale recouvre ses appétits égoïstes et sa "nature" véritable; savoir distinguer quels intérêts reflètent les institutions et les lois et comment elles les reflètent. Or, ce n'est pas dans les livres que l'ouvrier pourra puiser cette "représentation claire" : il ne la trouvera que dans des exposés vivants, dans des révélations encore toutes chaudes sur ce qui se passe à un moment donné autour de nous, dont tous ou chacun parlent ou chuchotent entre eux, ce qui se manifeste par tels ou tels faits, chiffres, verdicts, etc., etc. Ces révélations politiques embrassant tous les domaines sont la condition nécessaire et fondamentale pour éduquer les masses en vue de leur activité révolutionnaire.(souligné par nous -vdc) Pourquoi l'ouvrier russe manifeste-t-il encore si peu son activité révolutionnaire en face des violences » (Lénine, que faire, page 85-86)

Tous ceux qui ont mis en cause la perspective marxiste-léniniste du parti d'avant-garde, regroupant en son sein et autour de lui les éléments les plus conscients, se sont tous retrouvés plus ou moins rapidement à prendre parti pour la bourgeoisie. Depuis plus de 50 ans tous ceux qui ont critiqué le rôle de parti, la dictature du prolétariat,

le centralisme démocratique... que sont-ils devenus ? Disparus de la scène politique et souvent bien à l'abri dans les rouages de la société bourgeoise et de son Etat. Ce n'est donc pas un hasard s'ils en sont les fidèles soutiens. Si on recherche une solution dans la société capitaliste elle-même au lieu de la remettre en cause, c'est comme cela que l'on finit inévitablement.

Imaginons deux secondes comme certains que la bourgeoisie voudrait ou pourrait organiser un « juste partage de la richesse » avec le prolétariat. Mais comment pourrait-elle continuer à réaliser les profits nécessaires à l'accumulation et la reproduction du capital ? Ce qui caractérise le capitalisme c'est justement d'accumuler des richesses à un pôle de la société par l'exploitation des travailleurs. Il ne peut y avoir aucun « juste partage de la richesse » ! Abandonner l'activité révolutionnaire c'est avancer des revendications qui ne pourront jamais se réaliser.

Nombre de luttes économiques qui se sont déroulées ces dernières années se sont terminées par des échecs. Certains désignent les dirigeants syndicaux comme premiers responsables, soit pour fuir leur propre responsabilité politique, soit pour d'autres en s'en tenant à l'analyse étroite et étriquée petite bourgeoise. Ils ne voient pas qu'il en sera ainsi – la « trahison » supposée des dirigeants syndicaux – tant que la direction politique de la lutte sera laissée à ces couches intermédiaires qui ne peuvent pas accepter la suppression de la société de classe. Contrairement au prolétariat, leurs intérêts sont étroitement liés à ceux la bourgeoisie qui les fait vivre avec une partie des profits réalisés par l'exploitation des travailleurs.

Et justement, pour que le prolétariat arrache la direction de la lutte politique à ces couches intermédiaires, il lui faut mener la lutte idéologique. Dans la société capitaliste il n'y a que deux idéologies : l'idéologie bourgeoise et l'idéologie prolétarienne, les couches intermédiaires, la petite bourgeoisie n'ont pas d'idéologie propre et oscillent suivant les circonstances entre ces deux idéologies. Le travail des communistes au sein de la classe s'accomplit dans les domaines idéologique, politique et économique/pratique. Ce travail complexe n'est pas réalisé par une simple lutte économique, la conscience politique de la classe ouvrière ne se forme pas dans la seule lutte quotidienne (économique/pratique). Cette formation lui est apportée de l'extérieur par l'activité du parti communiste dans la société. Cette position défendue

par Lénine, est toujours valable. Nous approfondirons cette question dans un autre numéro de la VDC.

Au fond des choses le caractère économique et social du capitalisme n'a pas changé. Qui peut affirmer aujourd'hui que l'exploitation l'homme par l'homme a disparu ? Qui peut oser affirmer que la bourgeoisie partage le pouvoir avec la classe opprimée ?

Nous avons voulu dans cet article, réaffirmer que le rôle historique de la classe ouvrière n'est pas dépassé. Au contraire le développement du capitalisme, la concentration de l'économie capitaliste, n'a pas mis fin au prolétariat, au contraire, le passage au capitalisme des pays dits « émergents » -Inde-Chine-Brésil... a vu grossir les rangs des prolétaires par centaines de millions. Et même dans les pays impérialistes le prolétariat n'a pas disparu, sans le prolétariat, quid de ces pays ? Ce serait l'effondrement de toute organisation sociale car c'est le prolétariat qui assure par son travail la continuité de la vie dans tous les domaines : transport, santé, scolarité, construction, énergie, nettoyage...etc.

« Nous touchons de près à cette différence si caractéristique de la grande Révolution française, où la Convention brandissait de grandes mesures sans jouir du soutien nécessaire pour les appliquer, ne savait pas même sur quelle classe s'appuyer pour appliquer telle ou telle disposition. » (Lénine, Tome 29, page 206)

Ce rappel sur la révolution française, Lénine l'utilise pour mettre l'accent sur ce qui est fondamental pour avancer dans la voie du socialisme contre la bourgeoisie : sur quelle classe s'appuyer.

Comment un parti communiste sans le prolétariat peut-il aller vers le communisme ? Insistons sur ce point déjà abordé : la seule classe qui peut à tous les niveaux se battre pour la réalisation du socialisme et conduire la société au communisme c'est le prolétariat.

Sans comprendre ce rôle clef du prolétariat et sans s'enraciner profondément dans la classe tout parti dégénérera en un parti petit-bourgeois ou en un parti bourgeois. Rejeter toute illusion sur le rôle que peut jouer les classes intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat préserve de toute dérive vers le socialisme utopiste du petit-bourgeois.

Pour terminer notre réflexion il faut souligner que la lutte de prolétariat est internationale. Aujourd'hui la société capitaliste mondialisée lui a donné plus largement et plus profondément que dans le passé les moyens et les armes pour l'abattre. Ce que Lénine encore lui, soulignait déjà dans le passage suivant :

« L'organisation du travail social, à l'époque du servage, reposait sur la discipline de la trique, sur l'ignorance et l'abrutissement extrêmes des travailleurs, dépouillés et bafoués par une poignée de propriétaires fonciers. L'organisation capitaliste du travail social reposait sur la discipline de la faim; et la grande masse des travailleurs, malgré tous les progrès réalisés par la culture et la démocratie bourgeoises, demeurait, dans les républiques civilisées et démocratiques les plus avancées, une masse ignorante et abrutie d'esclaves salariés ou de paysans opprimés, dépouillés et bafoués par une poignée de capitalistes. L'organisation communiste du travail social, dont le socialisme constitue le premier pas, repose et reposera de plus en plus sur la discipline consciente et librement consentie des travailleurs eux-mêmes qui ont secoué le joug des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Cette nouvelle discipline ne tombe pas du ciel, elle n'est pas le fruit de vœux pieux; elle découle des conditions matérielles de la grande production capitaliste, et uniquement de ces conditions. Elle est impossible sans elles. Or, le porteur de ces conditions matérielles ou leur artisan est une classe historique bien définie, formée, organisée, cimentée, éduquée, instruite, aguerrie par le grand capitalisme. Cette classe est le prolétariat. » -Lénine Tome 29, page 423 -

Le 30 juillet 2011

Premières expériences de lutte d'un jeune prolétaire

Témoignage

Ce qui va suivre n'était pas écrit d'avance, tout n'était pas exactement calculé, tout n'est pas parfait (loin de là) mais cela a été possible grâce, entre autre, à une sincère volonté, en s'aidant soi-même, d'aider ses collègues salariés avec la promesse de ne jamais les trahir. Cela a été possible grâce à un engagement militant constamment renouvelé, grâce à une volonté affichée de résoudre les difficultés rencontrées au travail sans mentir à ses collègues, sans se mentir à soi-même donc sans nier les problèmes et chercher les arrangements possibles mais avec la volonté de s'attaquer à la source de tous ces maux en résistant à ces patrons qui nous exploitent.

Cette lutte se mène avec l'assurance que ce que mes collègues et moi arrachons à notre patron n'est jamais volé, ce n'est que le juste retour vers nous des richesses que nous seuls avons créées.

Le 18 octobre 2007, je suis engagé comme responsable alimentaire dans un Franprix à Paris. (...). Au travail à Paris, je cherche à me syndiquer. Au cours de l'année 2008 je rejoins la CGT du 10^{ème} arrondissement puis du commerce de Paris. A cette époque, je travaille 70h par semaine payé 39h. Mon engagement syndical est réduit et secret vis-à-vis de mon employeur.

A force de participer activement aux activités de la CGT, l'Union locale du 10^{ème} arrondissement me demande en septembre 2009 de prendre la charge de conseiller du salarié. J'accepte à la condition que cela ne m'empêche pas de résister au sein de l'entreprise dans laquelle je travaille. En réalité, c'est ce qui me permet d'être encore aujourd'hui dans l'entreprise.

Peu après, le 23 octobre 2009, avec le soutien de l'Union syndicale du commerce, je demande à mon employeur la tenue d'élection de délégué-e-s du personnel. Il reçoit le courrier le 26 octobre, jour de mon repos. Il déclare la tenue d'élections dans l'entreprise pour le 12 novembre avec la date limite de candidature pour le mardi 27 octobre à 12h. Je reprends mon travail à 15h. N'ayant pas convoqué les organisations syndicales à la signature d'un protocole d'accord, la CGT le traîne devant le tribunal. Les

élections sont annulées.

Quelques jours plus tard, le bras droit du patron, de passage au magasin tente de négocier avec moi sans témoins. « Vous me dérangez ! Y-a-t-il possibilité qu'on trouve un accord, même financier, pour que vous quittiez la société ! » Me dit-t-il ? Devant mon refus, il fait preuve de défaitisme. « Vous n'aurez aucune voix, j'ai discuté avec les salariés, personne ne veut voter pour vous ». Cela ne me fait pas peur alors il enchaine : « votre protection s'est trois mois, après on monte votre dossier et... ». Devant les rectifications que je lui oppose, le dictateur me quitte quelque peu inquiet.

Quelques jours plus tard, le PDG en personne (propriétaire d'une centaine de magasins) vient m'arracher à moi (petit adjoint d'un magasin) l'arrêt de la procédure électorale. L'entretien durera 1h30 en tête à tête. Sa grande question sera « Qu'est-ce que vous voulez ? ». Prêt à négocier une augmentation individuelle, j'en réclame une collective. Il repartira sans obtenir ce qu'il était venu chercher. (.....)

Les élections ont lieu le 7 et 21 janvier 2010. Les pressions sont énormes. Pour garder le contrôle de la situation, le PDG satisfait à une revendication de la CGT. Sur la paie de décembre reçue dans les tout premiers jours de janvier, fait inédit depuis qu'il est propriétaire du magasin, tous(es) les salarié(e)s obtiennent le versement intégral d'un treizième mois. Avec la CGT, je perds les élections. Le patron offre le champagne à tous les salariés en l'honneur de ma défaite. Nous avons perdu la première bataille mais nous n'avons pas perdu la guerre.

En 2010, je demande, par écrit et à plusieurs reprises au délégué du personnel élu, de réclamer au patron de nouveaux droits. Le treizième mois est confirmé en 2010. Nous avons obtenu en partie, l'application du droit concernant les jours fériés. A force de discussions le délégué du personnel coopère avec la CGT.

Des liens sont tissés avec d'autres magasins. Un camarade CGT se fait brillamment élire DP dans un des magasins du patron. Une UES est reconnue au tribunal pour 20 magasins.

Maintenant rien n'est terminé, au contraire c'est aujourd'hui que tout commence.

H.P

CRISE DE LA DETTE

Manifestation de l'aggravation des contradictions du mode de production capitaliste

Toutes les places boursières s'affolent. La bourse est à la baisse jusqu'à entrevoir un nouveau krach boursier. La note attribuée à la dette américaine a été abaissée d'un cran (de AAA, meilleure note, à AA+) par l'agence Standard and Poor's, une première. Cela signifie que cette agence de notation (la première à avoir, il y a deux ans, dévalué la note grecque) considère que les Etats-Unis présentent des risques quant à leur capacité à honorer leur dette, provoquant une perte de confiance des milieux financiers et les réactions erratiques du marché financier : c'est l'aspect visible d'une crise plus profonde qui affecte le monde capitaliste mondialisé.

En 2008 déjà, la crise frappait. La crise de la dette n'est que l'aspect superficiel de cette crise. Non pas que la situation soit inédite, elle est aujourd'hui à un niveau de gravité supérieure: les contradictions inhérentes au capitalisme font leur œuvre: le cancer se généralise, après la Grèce, l'ensemble des pays d'Europe et d'Amérique sont touchés.

Ce n'est pas du côté de la bourgeoisie que nous aurons une explication claire et scientifique des événements en cours. La bourgeoisie n'a pas intérêt à dévoiler les conséquences du système qui est le sien. Elle tente d'en rester à une fixation de l'attention des masses sur les cours de bourse et les problèmes financiers, comme si le fond du problème était la hausse ou la baisse, et que cette hausse ou baisse, venant d'on ne sait où, était la clé des problèmes économiques.

Or pour comprendre ce qu'est la crise et la place qu'occupe la dette publique dans ses mécanismes il faut comprendre d'où vient cette crise, qu'elle en est la source fondamentale.

De la crise de surproduction à la crise financière et boursière.

La crise, qui frappe également à des degrés divers les pays en Europe et aux Etats-Unis, est avant tout une crise de surproduction. Le capitalisme est agité par



des contradictions insolubles. D'une part, il faut produire toujours plus de marchandises, avec des coûts de production (dont les salaires) toujours plus faibles que ses concurrents pour générer un profit plus important. Or cette baisse des coûts de production se traduit par une baisse des salaires et par conséquent, une baisse du niveau de vie des masses. Ce qui a pour conséquence de freiner l'écoulement des marchandises produites, que les masses ne peuvent pas acheter et qui s'entassent dans les entrepôts. A l'échelle de la société cela se traduit par des faillites en chaîne et par la montée du chômage.. Nous avons donc cette situation absurde avec d'un côté une masse de marchandises produites et de l'autre des masses qui ne peuvent se les procurer et qui manquent de tout.

« La logique du profit capitaliste conduit inmanquablement à la crise de surproduction, à cette contradiction scandaleuse de la capacité matérielle de produire des biens d'usage qui permettraient aux masses de vivre aisément, et de l'autre, de l'impossibilité de ces masses d'acheter et de consommer ces biens dont elles ont besoin. »¹

Dans la production, le recours au crédit est indispensable pour les capitalistes: pour écouler les produits, de même que pour continuer à produire alors que la production précédente n'est pas encore écoulee. Avec la baisse de la production consécutive au ralentissement de la consommation, les crédits deviennent de plus en plus vitaux pour maintenir la production de plus-value². Or, la récession, conséquence logique de la mévente des marchandises et de la baisse de la production qui

s'en suit, creuse le fossé entre les besoins de crédit du capital et ses capacités à en rembourser les intérêts. Quand se manifeste l'écroulement de productions financées à crédit, les établissements qui font commerce du crédit (les banques) voient leurs créances fondre comme neige au soleil, entraînant leurs propres difficultés. Les banques qui ont prêté de l'argent, suite à la banqueroute de leurs créanciers, voient fondre leurs réserves. **La crise de surproduction prend alors la forme de crise financière. L'interdépendance des capitaux entraînant une réaction en chaîne, la faillite des uns provoquant celle des autres.**

Les Etats, acteurs politiques de domination du capital sur les travailleurs mais également acteurs économiques, se chargent de supporter une grosse partie de la crise, en épongeant les dettes privées et en ayant recours au crédit pour éviter l'implosion sociale et de la société: les charges de l'Etat augmentent pendant que les ressources stagnent ou diminuent (la masse des impôts diminue), aboutissant sur une situation où l'Etat lui-même ne peut plus satisfaire le remboursement des intérêts de la dette qu'il a contracté, est menacé de faillite comme en Grèce, fragilisant considérablement les pays et banques créditrices et entraînant des mouvements imprévisibles d'effondrement des bourses.

Il arrive une situation où l'Etat n'a plus, du fait de la crise profonde du capital, les moyens de "payer" les intérêts de la dette en cours - il est en situation de "faillite", d'où la méfiance des "marchés", des investisseurs qui demandent des taux d'intérêts plus élevés pour tout nouvel emprunt (c'est ce qui est arrivé à la Grèce) et provoque le saut qui peut du capital financier et des bourses. La crise de la dette est une partie du problème de la faillite du système capitaliste, de sa nature sénile, de son incapacité à diriger la société et l'entraînant à sa perte.

La crise boursière est donc une manifestation d'une crise déjà présente. Les baisses des cours d'une société signifient qu'un nombre plus important de porteurs vendent leurs actions (c'est à dire des parts dans le capital de la société), du fait de la situation de difficulté économique de l'entreprise (soit immédiate: l'entreprise a diminué son profit, soit anticipée: on anticipe une perte de profit dans l'avenir proche). Quand la surproduction est générale alors les cours s'effondrent jusqu'au krach boursier.

Notons que cette surproduction ne reste que relative car cette surproduction existe par rapport

aux possibilités de valorisation du capital (c'est à dire de sa possibilité de s'investir pour croître avec un profit), mais n'est pas surproduction par rapport aux besoins de consommation des masses, qui par millions n'ont pas les ressources pour se procurer des moyens de subsistance et sont frappées par le dénuement et la famine qui en résulte.

La crise et les étapes qu'elle traverse, ne sont pas la conséquence d'une mauvaise gestion, de l'incapacité de tel ou tel dirigeant, mais la conséquence inévitable des contradictions du mode de production capitaliste.

Le rôle de la dette dans l'économie.

L'argent de la dette sert, avec les impôts, et l'émission de titres (par exemple les bons du trésor aux Etats Unis) à alimenter le budget de l'Etat. Ce budget que Marx considérait déjà comme « un budget de la bourgeoisie » sert à aider directement les capitalistes notamment par des subventions, exonérations d'impôts, marchés publics, mais aussi indirectement, en jouant le rôle de « capitaliste collectif » en intervenant dans l'économie, en aménageant le territoire, en créant des infrastructures utiles à la production et au commerce, en entretenant des forces de répression et de maintien de la domination de classe, en entretenant la force de travail (aide à l'embauche, retraites, hôpitaux, sécurité sociale, transports ...). D'ailleurs c'est sur ce dernier aspect que se nourrit l'illusion de "l'Etat providence" entretenue par le personnel politique pour culpabiliser les travailleurs en les désignant comme responsables de la dette, s'attachant à masquer la nature de classe de l'Etat, le présentant comme au service de tous. Or, l'Etat, dans toute société de classe n'est autre qu'un appareil de domination de la classe qui dirige, la classe dominante. Dans toutes ses actions, l'Etat sert soit directement soit indirectement les intérêts du capital, car c'est précisément la fonction de l'Etat dans une société capitaliste.

La dette n'est pas seulement une conséquence de la nécessité d'emprunter. Elle joue aussi un rôle essentiel pour le capital financier par l'intermédiaire de l'Etat pour extorquer la plus-value. L'argent servant à payer les intérêts de la dette provient en effet des impôts, qui sont en définitive une partie des revenus des travailleurs, qui est prélevée chaque année et à chaque achat (notamment par la TVA). En somme, les capitalistes qui se sont déjà servi une

fois en plus-value lors de la réalisation des marchandises, se servent une deuxième fois, par l'intermédiaire de l'Etat, grâce au mécanisme de la dette.

La dette renforce également la dépendance des pays empruntant vis à vis des prêteurs. Les grands groupes impérialistes en prêtant de l'argent resserrent leur domination et le contrôle sur les pays et ses matières premières- auxquels ils prêtent.

La réaction de la bourgeoisie à la crise: le plan d'austérité

L'Etat ne peut maîtriser l'accroissement de la dette publique, qui augmente inexorablement au fur et à mesure de l'accumulation du capital. Et il doit absolument l'entretenir pour éviter l'écroulement.

Les discours la main sur le cœur, tendant à rééquilibrer les finances publiques ne doivent pas nous tromper. En réalité, la dette est nécessaire au fonctionnement du système.

Aussi l'objectif des plans d'austérité prenant prétexte de la dette vise en réalité à "réamorcer" la pompe à profits en réduisant les frais "improductifs" destinés à la reproduction de la force de travail et donc à baisser son « coût » pour le capital: gel et baisse des salaires dans le public comme dans le privé, plan de privatisations massifs, recul de l'âge de la retraite, hausse des taxes et des impôts directs, etc. Voilà la réponse sur le plan intérieur.

Sur le plan extérieur, la réponse de la bourgeoisie est la fuite en avant dans les rivalités inter-impérialistes pour la lutte contre les concurrents, la conquête de marchés et des matières premières, pour diminuer le coût de fabrication des produits et tenter de les écouler. Ces rivalités se manifestent tant dans la lutte économique – la lutte « pacifique » pour la domination économique que dans la guerre déclarée, guerre à laquelle ne peuvent que nécessairement aboutir les rivalités entre impérialismes. La guerre est une solution pour détruire les forces productives en surplus et résorber la crise, relancer la machine productive, relancer les profits. A ce titre, l'impérialisme français compte

bien faire valoir ses intérêts sur le pétrole libyen et la reconstruction du pays suite à l'agression de ce pays et la mise en place, par la guerre, d'un régime politique plus avantageux pour l'impérialisme français.

La lutte des prolétaires contre la crise et les politiques de la bourgeoisie

Les prolétaires grecs, les premiers, ont répondu avec une force et une détermination que nous ne pouvons que saluer et encourager. Depuis un an et demi, de nombreuses journées de grève avec un caractère massif et très combatives ont eu lieu pour refuser de payer les pots cassés de la crise du capital. Des mots d'ordre anticapitalistes, dénonçant le capitalisme comme système, sont apparus et ont été repris dans les cortèges de grévistes et de manifestants.

L'intervention de L'UE sur le prétendu « plan de sauvetage de la Grèce » n'est rien d'autre qu'un plan de soutien aux investisseurs en Grèce, et notamment de grandes banques françaises, affolées de perdre une partie de leurs créances. La déclaration de Nicolas Sarkozy « *ce que nous ferons pour la Grèce, nous ne le ferons pour aucun autre pays.* » montre la peur des gouvernants d'une contagion de la contestation du prolétariat dans d'autres pays que la Grèce ainsi que la faiblesse avouée de la bourgeoisie qui montre son incapacité à maîtriser la situation économique internationale.

Tous les prolétaires dans les autres pays frappés également par la crise économique ont intérêt à soutenir le combat des travailleurs de Grèce, et ont, eux-mêmes pour leur propre situation à se préparer à la lutte.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à sauver le capitalisme en crise , mais à l'abattre !

¹ Voir la brochure du ROC ML expliquant les mécanismes de la crise: «*ELEMENTS GENERAUX D'ANALYSE POUR COMPRENDRE LA CRISE ACTUELLE ET OUVRIR UNE PERSPECTIVE*»

¹ Terme scientifique somme de tous les profits réalisés (du capitaliste production, du financier, du grossiste, distributeur final...)



**COMMANDEZ L'ETOILE ROUGE JOURNAL DE
LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE
LENINISTE**

CONTACT : JCML : <http://jecomale.free.fr>

Du mot d'ordre Sortir de l'Union Européenne

La profonde crise sociale qui secoue l'ensemble des pays européens a fait apparaître dans ces pays des revendications désignant l'UE comme la source de tous les maux et prônant la sortie de la zone euro et de l'Union Européenne.

Remarquons tout de suite que le retour à une monnaie nationale ne remettrait pas en cause le fondement de la crise, puisqu'il ne s'agit pas d'une crise monétaire mais d'une crise générale du système capitaliste. En France, cette revendication du retour au franc est l'expression d'un sentiment nationaliste chauvin, désignant les « autres » comme cause des difficultés de la société.

Quant au mot d'ordre « Sortir de l'Union Européenne » de portée plus large sur quelle réalité repose-t-il et qu'implique-t-il?

L'UE est un cartel de pays impérialistes, c'est une machine servant à favoriser les impérialistes d'Europe dans leurs rivalités envers les autres impérialistes (US, russes, chinois, etc...). Le mythe de l'Europe Unie s'est brulé les ailes depuis bien longtemps: le « rêve » des fédéralistes tombe devant la réalité matérielle du capitalisme et de l'inégalité de développement du capitalisme qui font que dans le cadre de ce système, aucune union harmonieuse ne peut exister durablement, les bourgeoisies gardant une base nationale et restant en concurrence les unes avec les autres. Malgré les discours, les ententes entre pays capitalistes ne sont possibles que si chacun peut y trouver son compte !

Se retirer de l'Union Européenne est une revendication très naturelle pour les peuples engagés malgré eux dans cette structure. Et nous, communistes sommes pour la destruction de toutes les structures dont la raison d'existence est de permettre la domination de classe de la bourgeoisie, que ces instances soient nationales ou supranationales. Nous sommes donc pour la destruction de l'Union Européenne.

Pour autant cette seule revendication n'est absolument pas suffisante. Comme dans la question de l'euro, s'en tenir au retrait de l'UE ce serait revenir

à un « capitalisme national » historiquement dépassé, à la fois réactionnaire et utopique.

Certains courants politiques en France notamment, adoptent sur cette question une position chauvine: ils voient l'UE comme un outil d'asservissement de la France, alors que c'est le contraire: **l'UE est un outil des puissances impérialistes, dont la France.** Plutôt que de réduire, elle sert à accroître sa force (et si ce n'était pas le cas, cela ferait bien longtemps qu'on n'en parlerait plus!). Ces positions chauvines conduisent à entretenir le sentiment national des travailleurs, leur soumission à la bourgeoisie au nom de l'intérêt national, en affaiblissant la conscience de classe. De ce point de vue chauvin, la sortie de l'Union Européenne, de ce cartel des impérialistes, perd donc son caractère progressiste pour devenir un des moyens d'une visée réactionnaire.

Pour que cette revendication de sortie de l'UE ne soit pas marquée de chauvinisme mais soit en accord avec les principes internationalistes, il faudrait la considérer comme une voie pour détruire l'UE et affaiblir les pays impérialistes qui la constituent. Mais pour cela le seul moyen est la révolution socialiste. C'est pourquoi seuls ne versent pas dans le chauvinisme ceux qui considèrent la nécessité de la sortie et de la destruction de l'Union Européenne comme conséquence de la révolution socialiste dans chaque pays!

Cette lutte pour le socialisme, qui entraînera l'éclatement de l'UE dirigée par et pour les pays impérialistes qui la constituent, n'est pas une lutte purement nationale mais internationaliste: elle vise à détruire le capitalisme non seulement dans un pays, mais partout! Elle vise à ce que la classe ouvrière prenne possession du pouvoir et transforme la société dans un pays et partout! C'est une lutte solidaire de la classe ouvrière et des peuples du monde entier.

Cette analyse, qui différencie les communistes des chauvinistes quant à la question de la sortie de l'Union européenne avait été faite dès 1994 par une organisation grecque du nom de S.A.K.E. Dans leur brochure « Hors de l'UE impérialiste, Pour une Grèce socialiste » ils y disent notamment que, si l'adhésion de la Grèce à l'UE a été bénéfique pour la bourgeoisie à qui elle a donné « un parapluie protecteur », cela s'est traduit pour le prolétariat par la restriction des droits, des reculs sociaux et la montée du chômage.

Concernant la lutte pour la sortie de l'Union Européenne il est dit : « *La lutte pour le désengagement de la Grèce de l'UE, la lutte pour la*

victoire de la révolution populaire socialiste n'est pas une lutte purement nationale. C'est une lutte internationaliste, non seulement contre le capitalisme grec mais contre le capitalisme mondial (...). La lutte pour le désengagement de la Grèce de l'UE n'est pas une lutte pour une Grèce capitaliste indépendante, qui ne peut exister, et qui même si elle existait serait aussi anti-ouvrière et antipopulaire qu'une Grèce membre de l'UE (...).

Peu avant dans le texte, précédant ces explications, l'idée énoncée était: « Au cours du processus de développement du mouvement révolutionnaire, il se peut qu'un membre de la CEE devienne le maillon faible de la chaîne et que les conditions révolutionnaires y murissent. La classe ouvrière victorieuse, appuyée par les classes ouvrières des autres pays, doit alors sortir le pays de l'UE, ce qui constituera un coup décisif contre la coalition impérialiste et accélèrera le processus de décomposition et de dissolution, en aidant ainsi le développement du climat révolutionnaire dans les autres pays »

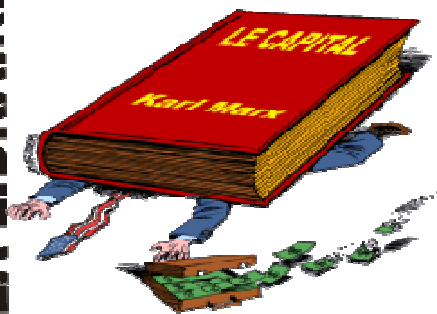
Voilà qui rétablit la position de l'internationalisme à l'heure où se développent des discours tentant de remettre au goût du jour la farce du « produisons français » que le PCF révisionniste a déjà essayée dans le passé de vendre vainement aux ouvriers de France.

La croyance en un retour salvateur à un espace national « protégé » participe à la tentation de chercher des « solutions » dans le cadre du capitalisme « national ». Cassant les reins à ces inepties, écartant les freins à la conscience révolutionnaire, la tâche actuelle des communistes est la formation de partis communistes marxistes-léninistes véritables et la préparation de la classe ouvrière, du prolétariat et des masses populaires en général à la révolution socialiste.

Abattre le système capitaliste pourrissant ou supporter des souffrances encore plus grandes dans l'implosion du système (guerres, famines, destructions de la force de travail...) – capitalisme ou socialisme - tel est, en définitive, le seul choix qui est posé aux prolétaires.

Voilà pourquoi les communistes rejettent ce mot d'ordre « sortir de l'Union Européenne » : Parce qu'il sème des illusions chauvines parmi travailleurs et parce que sa réalisation ne constituerait en rien un pas en avant vers la révolution socialiste.

LA LIBRAIRIE DU ROCML



- LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIETIQUE
- LE SOIT DISANT TESTAMENT DE LENINE
- LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE
- FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE
- LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRES LA PRISE DU POUVOIR PAR LES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS Par Bill BLAND
- CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS
- LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLEMES ECONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994
- LES FONDEMENTS THORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN URSS – BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clausewitz
- STALINE ET LA LUTTE POUR LA REFORME DEMOCRATIQUE–Grower Furr
- LENINE ET L'ORGANISATION
- MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955
- LE CAPITAL–Edition populaire -J. Brochardt 1919
- Et les CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE, STALINE)
- SUR LA CRISE ECONOMIQUE (ROCML)
- LE PROCESSUS DU SOULEVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE (ROCML)

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS ou par COURRIEL
(Roc.ml@laposte.net)

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI

ANTI-IMPERIALISTES, LA RUSSIE ET LA CHINE ?

Les tensions internationales et particulièrement les guerres entreprises par les vieilles puissances impérialistes occidentales ces 20 dernières années en Irak, en Afghanistan, en Yougoslavie et plus récemment en Côte d'Ivoire et en Libye, comme toutes celles qui sont en préparation, s'inscrivent dans le cadre d'un processus général de repartage du monde, entre ces pays impérialistes anciens, d'une part, mais d'autre part surtout aujourd'hui en rivalité avec de nouvelles puissances impérialistes pudiquement appelées « pays émergents », c'est-à-dire la Russie et la Chine, où domine aujourd'hui le capital monopoliste, et des grands pays de l'ex « tiers-monde » parvenus au stade de développement capitaliste où les monopoles et le capital financier constituent l'élément moteur de l'économie et de la politique des Etats (Inde, Brésil, Afrique du Sud).

Plus nombreuses à vouloir s'approprier les sources d'énergie, les matières premières et les marchés, les rivalités s'exacerbent naturellement entre l'ensemble des puissances constituant le système impérialiste mondial...D'autant qu'elles s'expriment dans le contexte d'une crise mondiale de surproduction : Le développement colossal des forces productives dans le monde est en effet contredit par les limites atteintes par un marché mondial plombé par la paupérisation de milliards d'êtres humains y compris dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. L'aiguïsement de ces rivalités débouche logiquement sur des guerres de type colonial pour protéger ou étendre les zones d'influence et barrer la route aux nouveaux rivaux quand ceux-ci réussissent à séduire les bourgeoisies des pays dominés. Les conditions d'un affrontement direct entre puissances impérialistes progressent et se multiplient, et la guerre directe entre impérialismes rivaux est un recours à la résolution de la crise générale de l'impérialisme.

Pourquoi le ROCML caractérise-t-il la Russie et la Chine comme des impérialismes ?

Cette question n'est pas nouvelle, elle a divisé les communistes dans les années 60 à 80 concernant l'URSS révisionniste après le XXème congrès du PCUS.

Revenons en arrière...

Avant que l'URSS et la Chine ne tournent le dos aux rapports socialistes de production et ne restaurent les lois économiques du capitalisme, ces deux grands pays s'opposèrent à l'impérialisme occidental, sans visées expansionnistes et par internationalisme prolétarien. Cette politique de principe de soutien aux luttes des peuples contre le colonialisme impérialiste a permis la victoire de luttes de libération nationale et jugulé la domination impérialiste occidentale dans de nombreuses régions du monde.

La transformation de l'URSS et de la Chine en puissances capitalistes conduites par les intérêts de leurs monopoles, a changé complètement la nature de leurs rapports avec les pays sous-développés ayant conquis leur indépendance politique et avec la lutte des peuples pour leur émancipation. Aujourd'hui seuls comptent pour ces deux puissances les intérêts de leurs monopoles et c'est ce qui dicte leur politique internationale.

La Russie et la Chine font aujourd'hui partie du système impérialiste mondial de pillage de la planète. Les contradictions qui les opposent aux impérialismes occidentaux sont des contradictions inter-impérialistes.

Des communistes refusent cette caractérisation.

Ce sont les mêmes qui ont soutenu que l'URSS est restée socialiste jusqu'en 1981 et qui ont considéré que l'URSS continuait à avoir une politique de soutien aux luttes des peuples fondée sur l'internationalisme prolétarien. Ces camarades ont enfin admis que l'URSS était devenue capitaliste... après que les dirigeants de Moscou l'eurent déclaré eux-mêmes... Certains, même, n'ont pas perdu espoir qu'il reste encore dans la Russie de Medvedev et de Poutine des restes de l'URSS socialiste !

Les illusions, mêmes perdues, sont tenaces. L'opposition de la Russie (bien que mesurée !) aux guerres de l'OTAN appartient à ces illusions. On dit que la Russie s'oppose à l'impérialisme... sans voir que cette opposition est de nature inter-impérialiste.

Concernant la Chine, la même position erronée est soutenue conjointement, bizarrement, par des anciens pourfendeurs du maoïsme, certains maoïstes repentis et quelques maoïstes maintenus.

Ces positions erronées sur la nature de la Russie et de la Chine reposent sur une définition fautive de l'impérialisme.

Les camarades qui soutiennent ces positions objectent que ni la Russie ni la Chine ne peuvent être impérialistes du fait de leur faiblesse économique comparée aux USA et aux autres puissances impérialistes occidentales et du fait que leur politique extérieure n'est pas fondée sur la guerre.

Cette problématique n'est pas nouvelle dans le mouvement communiste et Lénine l'a éclairée il y a près d'un siècle dans son ouvrage L'IMPERIALISME STADE SUPREME DU CAPITALISME.

D'abord, affirmer le pacifisme de la Chine et de la Russie relève d'une surprenante naïveté ou d'un aveuglement rare. Rappelons seulement l'intervention armée soviétique en Afghanistan condamnée à l'époque par la Chine Populaire comme une invasion social-impérialiste, la guerre de Tchétchénie, et du côté chinois l'agression armée contre le Vietnam en 1979 pour le contrôle des îles Paracels riches en pétrole.

Souvenons-nous aussi que la Russie et la Chine s'affrontèrent directement militairement sur le mal nommé fleuve Amour dans les années 60, et indirectement en soutenant en Asie et en Afrique des organisations de libération rivales.

La réalité, c'est que la Russie comme la Chine défendent militairement leurs zones de domination quand elles ont la supériorité stratégique, et que dans les zones où elles veulent s'introduire au détriment de leurs rivaux, elles utilisent la méthode de la séduction, des « aides » au développement, des prêts et des contrats avantageux, du soutien aux pouvoirs en place, fussent-ils réactionnaires voire fascistes.

Ces méthodes douces de pénétration sont réalisables par des impérialismes en développement comme la Chine, qui regorge de réserves financières.

En revanche, les impérialismes en déclin, le dos au mur et endettés jusqu'au cou n'ont d'autres choix que de recourir à la guerre pour défendre leurs prés-carrés et de fomenter de fausses révolutions pour imposer leurs hommes de paille.

Quoi qu'il en soit, le supposé pacifisme de la Chine et de la Russie n'est pas un argument suffisant pour nier leur nature impérialiste. Dans L'IMPERIALISME STADE SUPREME DU CAPITALISME, concernant le partage du monde entre les monopoles, Lénine écrivait :

« Les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques, ou extra-économiques (par exemples, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste. »

Affirmer ensuite que la Russie et la Chine ne peuvent être impérialistes en raison de leur retard économique, c'est ignorer la théorie léniniste de l'impérialisme. Lénine a défini l'impérialisme comme le capitalisme monopoliste, c'est-à-dire : « 1) concentration de la production et du capital à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles. 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel. 3) exportation des capitaux. 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitaux se partageants le monde. 5) Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

Qui peut nier que ces caractéristiques s'appliquent aujourd'hui à la Chine et à la Russie ? Faut-il donner la liste des groupes monopolistes et des banques russes et chinoises qui exportent leurs capitaux à travers le monde, à la recherche du profit le plus élevé ?

On objecte parfois que l'existence des monopoles nécessite un passage par le capitalisme de libre concurrence. Ce passage est en effet le processus historique qu'a suivi le développement du capitalisme sur plusieurs siècles en Europe, tel que l'ont analysé Marx et Lénine.

Mais le retour du socialisme au capitalisme de monopole n'a nullement besoin de repasser par le stade initial du capitalisme concurrentiel. La concentration totale des forces économiques (complexes industriels, énergétiques, commerciaux, système bancaire, services...) dans les mains de l'Etat

de dictature du prolétariat rend en effet logique la conversion de l'appareil économique socialiste en système capitaliste monopoliste d'Etat dès lors que cet Etat est usurpé par des forces antisocialistes et qu'on remplace les lois économiques du socialisme par les lois capitalistes du profit. Seul l'aveuglement ou la non application de la méthode scientifique matérialiste dialectique peut expliquer que des communistes n'aient pu et pour certains ne soient pas encore parvenus à concevoir ce renversement fondamental des rapports de production socialistes et leur transformation rapide en capitalisme monopoliste d'Etat, intégral dans un premier stade, puis en capitalisme monopoliste plus ou moins désétatisé articulé au développement de secteurs capitalistes privés concurrentiels aux stades suivants. Et le capitalisme monopoliste, c'est l'impérialisme !

L'analyse marxiste-léniniste de la Russie et de la Chine établit assurément qu'il s'agit aujourd'hui de pays impérialistes et que leurs contradictions avec les impérialismes plus anciens relèvent de contradictions entre impérialismes rivaux et non d'une lutte du camp anti-impérialiste contre le camp de l'impérialisme.

Les communistes ne sauraient appuyer un impérialisme pour en combattre un autre. Leur ligne politique est de combattre les puissances impérialistes quelles qu'elles soient, et de soutenir les luttes des peuples contre ces puissances, à commencer par leur propre impérialisme, l'impérialisme français, son Etat et ses forces politiques

PRINTEMPS ARABE ET POLITIQUES DE L'IMPERIALISME

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DES EVENEMENTS



Les évènements qui ont éclaté en décembre 2010 en Tunisie et qui se sont développés ensuite en 2011 en Egypte, en Libye, au Barhein, en Syrie, sans oublier ceux de Côte d'Ivoire, font apparaître une situation nouvelle dans l'espace de domination impérialiste de type néocolonial, hérité de l'accès à l'indépendance politique formelle des anciennes colonies dans la seconde moitié du vingtième siècle.

Quelles premières leçons pouvons-nous titrer de ces évènements ?

D'abord ils indiquent l'usure des pouvoirs politiques locaux liés –même de manière aléatoire- au système impérialiste.

Le maintien d'une économie liée aux intérêts de l'impérialisme et des bourgeoisies locales, la surexploitation des ouvriers et le chômage massif de la jeunesse accentués par la crise mondiale du capitalisme, la misère et la répression violente de toute contestation

populaire, tous ces phénomènes ont accumulé assez de révoltes pour que celles-ci éclatent massivement et atteignent suffisamment de force pour déstabiliser les régimes en place, renverser les dictateurs et contraindre les Etats à concéder des libertés et à modifier leur mode de domination, sous les conseils de leurs maîtres impérialistes.

Les soulèvements populaires de Tunisie et d'Egypte ont ainsi montré que le rapport de forces créé par un soulèvement massif, déterminé et prolongé est capable de renverser une dictature et d'arracher des libertés démocratiques.

Mais ils montrent aussi les capacités de manœuvre des Etats pour maintenir en place un pouvoir politique et un appareil d'Etat au service de l'impérialisme et des bourgeoisies locales.

Ben Ali et Moubarak sont tombés, mais l'appareil d'Etat et le pouvoir politique sont toujours aux mains de la bourgeoisie liée à l'impérialisme.

Les évènements du premier semestre 2011 ont également montré l'intervention directe des puissances impérialistes dans l'approche et l'utilisation des soulèvements pour les régler politiquement selon leurs intérêts stratégiques.

Ce qui intéresse les puissances impérialistes, c'est

l'accès au moindre coût aux richesses naturelles, l'exportation de leurs capitaux et le contrôle des marchés dans les pays qu'ils dominent.

Ils ont soutenu pendant des dizaines d'années toutes les dictatures postcoloniales qui leur garantissaient ces objectifs.

Mais la situation a changé sur deux plans : d'abord, la force collective et la maturation du mouvement populaire a fragilisé les dictatures et peut devenir une menace pour l'ordre capitaliste-impérialiste C'est le cas en Tunisie et en Egypte.

Ensuite, la pénétration d'impérialismes nouveaux dans l'espace de domination des puissances déjà implantées impose à ces dernières l'installation de pouvoirs qui leur soient totalement inféodés.

Devant ces deux cas de figure, les puissances impérialistes ont appliqué (parfois avec des couacs comme le soutien obstiné de Sarkozy à Ben Ali et à Moubarak) des tactiques différentes.

En Tunisie et en Egypte, l'impérialisme étasunien a vite compris que s'opposer de front aux soulèvements et soutenir les dictateurs était trop risqué et qu'il valait mieux accorder certaines formes éprouvées de la démocratie bourgeoise afin de mettre un terme à la révolte et conserver le pouvoir d'Etat.

En Côte d'Ivoire, en Libye, au contraire, ce sont des rébellions ou des révoltes réelles ou suscitées qui ont fourni le prétexte d'interventions armées pour chasser des pouvoirs devenus incertains et les remplacer par d'autres plus sûrs.

Au Bahreïn, la coalition des pays du Golfe dirigée par l'Arabie saoudite, avec le feu vert de ses maîtres occidentaux, a purement et simplement franchi la frontière et écrasé la révolte populaire pour sauver le despote Issa al Khalifa. Les médias ont peu parlé de cette intervention armée. On comprend pourquoi...

Bref, les puissances impérialistes ont plusieurs fers au feu. Elles conservent encore aujourd'hui les moyens de mater les soulèvements populaires, de les maîtriser en faisant des concessions ou d'intervenir militairement pour installer des pouvoirs à leur botte.

Mais une situation nouvelle porteuse de victoires populaires à venir est née avec le printemps arabe : c'est l'irruption des prolétaires et des masses populaires dans le combat politique.

Même si l'impérialisme et les bourgeoisies locales ont réussi à sauver leur pouvoir, cette situation est provisoire. Les causes des soulèvements restent et

les peuples ont appris à se battre. Sans qu'on puisse dire quand, le mouvement ouvrier et populaire reprendra sa marche en avant en ayant tiré les leçons de son expérience.

L'avancée du processus révolutionnaire dépendra alors de la capacité des partis ou des avant-gardes communistes marxistes-léninistes à diriger les luttes vers la conquête du pouvoir d'Etat. Les communistes et les anti-impérialistes authentiques de France soutiennent leur combat.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le **ROC-ML** est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.